3 1761 07038685 9

Gailhard-Bancel, Maurice de

Pour l'indépendance de l'Ukraine

DK
508
.8
G35

LA POLITIQUE FRANÇAISE EN ORIENT

Pour l'Indépendance de l'Ukraine

DISCOURS

prononcés à la Chambre des Députés

par

M. DE GAILHARD-BANCEL

Député de l'Ardèche

Préface du GÉNÉRAL DE CASTELNAU

Député de l'Aveyron

AU BUREAU UKRAINIEN DE PRESSE

11, rue de Bassano — Paris (16e)

LIBRARY
SEP 11 1964
UNIVERSITY OF TORONTO
DK
508
.8
G35
925679

PRÉFACE

Le conflit gigantesque qui vient de bouleverser l'ancien et le nouveau monde constitue, dans ses manifestations comme dans ses conséquences, une des phases les plus grandioses et les plus troublantes de l'histoire de l'humanité : des peuples qui se ruent les uns contre les autres, des empires puissants qui s'affaissent ou s'écroulent, des dynasties qui s'effondrent et des nationalités qui renaissent, après avoir connu, pendant des siècles, le fond des abîmes d'où ne s'élève plus que la mélancolie des grands souvenirs.

Ce phénomène de résurrection, au milieu de la période chaotique que vit actuellement l'Europe et dont on ne peut encore saisir le terme, mérite, plus que tout autre peut-être, de retenir intensément l'attention des hommes d'Etat en attendant qu'il soit un sujet de méditations soutenues pour les historiens et les philosophes qui cherchent la raison profonde des choses.

Sous le souffle de légitime indépendance qui s'est dégagé des tempêtes dévastatrices du champ de bataille, le principe bien compris des nationalités s'affirme, semble-t-il, comme le plus humain et plus fécond en progrès de civilisation, en dépit des difficultés presque surhumaines qui s'opposent, du moins en apparence, à son heureuse et intégrale réalisation.

C'est pourquoi, et sans rappeler ici les décisions déjà prises dans cet ordre d'idées par les auteurs du traité de Versailles et qui ont éveillé partout de si douces espérances, on s'explique aisément les revendications qui se sont élevées et s'élèvent encore dans l'Orient de l'ancien continent. Dans l'immensité des espaces soumis hier encore à l'Empire des Czars, les peuples allogènes conquis jadis, les populations enchaînées par des moyens très variés à la fragile unité moscovite, aspirent ardemment à se libérer d'une emprise plus ou moins récente pour vivre désormais dans le plein épanouissement de leur souveraineté retrouvée.

Après la Livonie, l'Esthonie, la Lithuanie, la Pologne, voici l'Ukraine qui demande instamment que soit reconnue son indépendance. Elle se réclame de ses droits historiques anciens et de toutes les manifestations de l'esprit humain qui, dans le domaine des lettres, des sciences, des arts, de l'industrie, du commerce, et, en un mot, de l'activité économique, sont les signes caractéristiques, les affirmations vivantes et incontestables de l'existence d'un peuple, d'une race autonome. Elle n'entend pas se dégager de la gratitude qu'elle doit à ceux qui, au cours des 18e et 19e siècles, ont contribué, sous des formes diverses, à ses progrès moraux et matériels, au développement de ses richesses de toute nature et, en particulier, des richesses naturelles si abondantes de son sol et de son sous-sol ; elle n'entend pas davantage répudier sa part des charges extérieures qui lui incombent du fait de son attachement par contrainte à l'Empire russe. Elle veut vivre de l'existence propre désormais reconnue aux nationalités ; elle veut se développer dans l'atmosphère de liberté que réclament les progrès moraux, politiques, économiques et sociaux dont sont soucieuses et impatientes les nations civilisées. Elle veut que lui soit accordée la place qu'elle mérite dans le conseil des puissances organisées ; elle veut être un élément de protection contre les agitations désordonnées et sanglantes qui, si elles n'étaient contenues, menaceraient la civilisation européenne et seraient l'abominable et criminelle revanche d'une Allemagne désespérée de son humiliante défaite et incapable d'envisager avec sang-froid et énergie les durs lendemains qu'elle a préparés de ses propres mains.

L'Ukraine veut concourir efficacement et de toutes ses ressources morales et matérielles au rétablissement et au maintien de la paix mondiale. Elle a déjà, contracté des engagements dans ce but avec sa voisine : la Pologne ressuscitée.

Les aspirations des populations de l'Ukraine et la légitimité de leurs revendications ont été nettement et lumineusement exposées devant le Parlement et le Gouvernement français dans les éloquentes et pressantes interventions de MM. de Gailhard-Bancel, Perrollaz, députés ; de Monzie, sénateur.

Ils ont mis en relief les arguments historiques et ethni-

ques et aussi les enseignements à retenir des plus récents événements qui militent en faveur de l'indépendance ukrainienne. Ils ont rappelé les liens d'ordre intellectuel et moral qui nous attachent aux populations de ce pays, les féconds résultats dûs à la sage et très habile administration de notre compatriote, le duc de Richelieu, gouverneur de la province sous le règne d'Alexandre Ier, au début du 19e siècle, et les heureuses conséquences qui en résultèrent pour la France au lendemain de 1815. Ils ont dit aussi les avantages précieux à attendre de l'indépendance ukrainienne, dans le présent et dans l'avenir, pour notre pays en particulier et, en général, pour la paix du monde et les progrès de la civilisation.

Tous ceux qui liront cette brochure se sentiront pénétrés et resteront convaincus de la justesse des aspirations de l'Ukraine libre et de l'opportunité de reconnaître l'indépendance de la nationalité ukrainienne.

Général de CASTELNAU.

Député de l'Aveyron.

Pour l'Indépendance de l'Ukraine

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1920

Au cours des interpellations sur la politique extérieure, M. de Gailhard-Bancel prit la parole après M. Millerand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, et prononça le discours qui suit :

M. de Gailhard-Bancel. Messieurs, je n'ai pas besoin de dire, je pense, que je ne viens pas contredire les déclarations énergiques de M. le président du conseil contre le bolchevisme. Je m'y suis associé de tout cœur, comme je me suis associé aux paroles qu'il a prononcées à l'égard de l'Allemagne, à propos des insuffisances dans les livraisons de charbon qu'elle devait nous faire et qu'elle ne nous a pas faites.

J'estime avec lui ces livraisons de charbon absolument insuffisantes ; alors qu'il aurait dû nous en être livré 1.660.000 tonnes en janvier, il ne nous en a été livré que 300.000 tonnes.

Il n'y a pas eu là incident fortuit ou accident isolé ; non. Cette réduction des livraisons a été voulue par l'Allemagne ; elle a été opérée volontairement et sciemment, elle rentre dans une sorte de plan concerté par les Allemands avec leurs amis les bolchevistes de Russie, qui cherchent précisément à soulever partout en Europe et surtout en France, la révolution, la destruction de tout ordre social.

Et pour vous convaincre que je ne suis pas victime d'une illusion en émettant cet avis, je ferai passer sous vos yeux quelques lignes d'une lettre de l'un des représentants du bolchevisme en Suisse, un homme

bien connu, qui est chez nos voisins le porte-parole des bolchevistes français, comme le traître Sadoul les représente en Russie, et qui, comme lui, a été condamné par un conseil de guerre.

Les Soviets préparent la révolution dans les pays de l'Entente au profit de l'Allemagne

M. Guilbeaux, dans une lettre qu'il adressait au comité communiste de Genève dans les premiers jours de novembre 1919, esquissait dans la première partie de cette lettre le plan de la révolution mondiale qui devait être exécuté tout d'abord avant les élections. Mais Lénine, escomptant des élections socialistes dans divers pays, en Italie, dans les pays scandinaves, en Suisse, en France même, avait préféré ajourner l'exécution de ce plan après les élections.

« J'ai soutenu, écrivait Guilbeaux, l'avis de Lénine, auquel finalement Trotsky s'est rangé. D'après des renseignements que nous avons depuis assez longtemps, nous savons ici que tout est mis en œuvre en France pour que les élections législatives apportent une sérieuse victoire socialiste. D'un côté, les éléments révolutionnaires internationaux y ont un grand intérêt, puisque Paris est actuellement le centre de la réaction internationale, et, d'autre part, nous avons des renseignements absolument sûrs prouvant que les bourgeois et socialistes majoritaires allemands ont établi un plan d'action, fortement soutenu financièrement, afin que les députés français sortant des prochaines élections soient favorables à la revision du traité de Versailles dans le sens de la diminution des charges afférentes à l'Allemagne. »

M. Marcel Sembat. On y a admirablement réussi, d'ailleurs !

M. de Gailhard-Bancel. Ecoutez la fin.

« Comme nous connaissons l'esprit de suite des Allemands, nous comptons ici que leur action sur les élections françaises nous aidera puissamment.

« Si les élections législatives, dans les divers pays qui nous sont adversaires, sont contraires au socialisme et à la révolution internationale, il faudra se mettre dans la tête que le seul moyen de soutenir la révolution russe, sera de faire éclater, dans toute l'Europe, des mouvements insurrectionnels et, pour ce, il faudra que les masses ouvrières souffrent plus gravement de la situation par le sabotage, par des attentats destructeurs et désorganisateurs de la machine économique de la bourgeoisie. Le plan à exécuter comprendra : le sabotage des grandes gares et des prin-

cipaux réseaux de chemins de fer, la fomentation des grèves générales : ces grèves devront surtout affecter les mines et les chemins de fer.

« On peut escompter comme principal facteur de cette action la crise du combustible, qui ne manquera pas de se faire sentir avec une grande acuité au cours de l'hiver prochain. »

C'est ainsi que le refus que l'Allemagne nous a opposé de nous livrer les quantités de charbon qu'elle devait nous livrer se rattache à ce plan concerté avec elle et ses amis de Russie pour faire éclater en France la révolution. (*Applaudissements à droite.*)

Si j'ai tenu à le dire, c'est que je souhaiterais que ma voix fût entendue de la masse ouvrière, parce que les ouvriers, dans leur grande, leur immense majorité, sont d'honnêtes et de braves gens. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ce sont de bons Français. Ils l'ont montré sur les champs de bataille. S'ils se laissent trop souvent entraîner par des meneurs, par des orateurs à la parole brillante, c'est qu'ils ne connaissent qu'incomplètement la situation et ne discernent pas les mobiles de ceux qui les poussent à la révolte. Aussi devrons-nous nous efforcer de les éclairer et de leur mettre sous les yeux le plan concerté entre les ennemis du dedans et du dehors pour faire éclater en France la révolution au bénéfice de l'Allemagne. (*Applaudissements à droite*).

Je prétends que l'Allemagne a la main dans toutes les organisations bolchevistes de la Russie. Les preuves en sont nombreuses. Nos journaux, depuis la *Lanterne* jusqu'à l'*Action française*, sont pleins d'enseignements qui ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. (*Interruptions à l'extrême gauche.*) J'ai là des coupures de ces divers journaux. Je m'abstiendrai de les lire, bien qu'elles soient intéressantes. Mais j'ai un renseignement particuier que je demande à la Chambre la permission de mettre sous ses yeux : le voici.

« On connaît les projets d'offensive de la Russie bolcheviste contre la Pologne. Les renseignements sont confirmés une fois de plus de source russe. L'Allemagne aurait actuellement en Russie, non seulement un service de renseignements parfaitement organisé, mais réussirait par des moyens occultes à influencer certaines décisions du gouvernement de Lénine.

« L'Allemagne aurait ainsi déterminé le gouvernement de Moscou à entreprendre contre la Pologne une offensive qui permettrait aux Allemands, en arguant du péril bolcheviste, d'occuper une partie — ou le tout — des territoires que le traité de Versailles leur enlève à l'Est.

« Le projet serait en voie de réalisation.

« Dans les milieux officieux allemands, on annonce également cette offensive, mais sans parler, bien entendu, de la participation que l'Allemagne prend à sa préparation. »

M. Marcel Cachin. C'est du Rocambole !

M. de Gailhard-Bancel. Ce sont des renseignements très sérieux et dont je suis en mesure de garantir l'authenticité. Je n'ai d'ailleurs pas l'habitude d'apporter ici des nouvelles rocambolesques.

Gardez pour vous ces épithètes si elles vous plaisent. (*Applaudissements à droite.*)

Voici encore un document intéressant :

« Des bruits persistants signalent la présence de Krassine à Berlin, où il négocierait avec les capitalistes allemands.

« Il n'est pas douteux que l'Allemagne s'apprête à conquérir le marché russe. Les commis voyageurs se rendent tous les jours en Russie, sans aucun secret et publient des annonces dans les journaux en se chargeant de toutes sortes de commissions. Leurs voyages s'effectuent librement par la Pologne et la Lithuanie.

« Parallèlement on raconte parmi les indépendants que Tchitcherine aurait écrit à Muller... » — vous savez que Muller est un ministre du Reich — « ...pour lui décrire la situation désastreuse alimentaire et économique de la Russie.

« Il le prie de ne pas s'opposer à la pénétration des capitaux allemands ainsi qu'au rétablissement des relations commerciales et diplomatiques.

« En échange, le gouvernement des soviets garantirait l'exterritorialité des capitaux allemands et promettrait une honnête abstention de toute propagande. »

Voilà, certes, des documents — j'en ai d'autres encore — qui établissent d'une façon irréfutable que les Allemands ont en main et, dans une large mesure, la direction du bolchevisme russe.

Les gouvernements alliés, monsieur le président du Conseil, ne pourraient-ils, par une action énergique contre l'Allemagne, dont il ne m'appartient pas de préciser les modalités, faire entendre que cet accord avec les bolcheuistes, que ces menaces contre notre état social doivent cesser . Ne serait-il pas possible, d'accord avec nos alliés, d'adresser à Berlin des représentations sévères qui pourraient être suivies de réalisation, et qui mettraient l'Allemagne en demeure de ne pas venir chez nous organiser la révolution ? (*Applaudissements à droite.*)

Le double jeu de l'Allemagne

Cela me paraît d'autant plus nécessaire que l'Allemagne, en somme, joue un double jeu : en même temps qu'elle soutient le gouvernement bolcheviste, elle soutient aussi ceux qui le combattent et, de la source très sérieuse d'où m'arrivent mes renseignements, je reprends celui-ci :

« Les Allemands s'efforcent d'assurer leur influence en Russie par une politique à double effet : que l'ordre public soit rétabli ou non, ils se posent en amis. Si, à Pétrograd, ils comptent aller qu'ils ont tout fait et sont les vrais libérateurs de la ville, ils sont, en attendant, les vrais amis des bolcheviks. Il y a des Allemands parmi les instructeurs de l'armée rouge, il y en a dans les commissaires, il y en a dans la presse officieuse. On confirme les relations de Kamenev avec l'Allemagne. C'est l'ancien collaborateur de Sverdlov qui voulait faire venir des instructeurs. »

Je pourrais multiplier les citations intéressantes et utiles, mais je ne veux pas abuser de votre bienveillante attention, mes chers collègues et je les termine en lisant à la Chambre le texte d'une lettre que M. le Vicomte de Guichen a vitée ces jours derniers à l'Académie des Sciences morales et politiques, dans une communication sur la Pologne.

Dans cette lettre, adressée récemment par un membre du haut commerce allemand à une personnalité russe, se trouve ce passage suggestif :

« Soyons attentifs. L'unité de l'Allemagne est en train de se refaire, puisque les alliés n'ont pas su l'empêcher. »

Hélas ! ce n'est pas notre faute si l'unité de l'Allemagne a été refaite.

« Dans une quinzaine d'années, lorsque nos deux pays seront reconstitués, nous bénéficierons des affreux vainqueurs. La Pologne unifiée. Nous avons les mêmes intérêts contre elle. Nous aurons les bons valeur. Mais pour cela, il faut que la Russie reste unifiée, car, si elle venait à être fédéralisée, nos atouts ne seraient plus les mêmes. »

N'avais-je pas raison de dire que l'on rencontre partout l'action des Allemands ? Ils se joignent aussi bien à ceux qui attaquent le bolchevisme qu'à ceux qui le défendent. Ils prennent tous les moyens pour s'implanter en Russie, afin, le moment venu, de se proclamer les sauveurs et les libérateurs de ce pays.

En présence de ce double jeu de l'Allemagne, je voudrais indiquer à M. le président du Conseil, en dehors de ceux qu'il a préconisés, un

moyen qui me paraît susceptible de contribuer efficacemnt à la défense de la France contre l'invasion bolcheviste.

Dans l'énumération des pays allogènes M. le Président du Conseil a oublié l'Ukraine

Dans le discours qu'il vient de prononcer M. le Président du Conseil parlant des pays allogènes qui entourent la Moscovie et qui, depuis la révolution russe, se sont séparés de la grande Russie pour se constituer en pays indépendants, en a oublié un, qui, cependant, a une sérieuse importance, une population nombreuse et une vaste étendue ; je veux parler de l'Ukraine. Il a mentionné l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, il est arrivé à la Pologne, puis il a sauté à la république du Caucase.

Or, du Caucase à la Pologne et à la Roumanie, il y a un trou béant qu'il me semble dangereux de laisser ouvert et qui précisément pourrait être comblé si les gouvernements alliés se décidaient à reconnaître la république ukrainienne (1). (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

Je ne vois pas pourquoi ce désir, qui n'a rien d'une utopie, ne deviendrait pas bientôt une réalité. Bien d'autres avant moi ont émis cette idée parmi ceux mêmes qui résident sur les lieux et qui sont particulièrement qualifiés pour apprécier exactement la situation si troublée et si complexe de l'ancien empire russe. Dans une note que j'ai entre les mains, je constate qu'on a signalé, peut-être indirectement, au Gouvernement le concours que nous pourrions espérer de ce côté en vue de renforcer la barrière antibolchevique actuelle. Il suffirait de créer l'unité de commandement, de reporter cette barrière jusqu'au Dniéper et d'utiliser dans la mise en action contre le bolchevisme, les éléments d'ordre de la Russie blanche et de l'Ukraine.

Le 11 décembre 1919, un accord a été conclu entre la Pologne et Petlioura, agissant au nom de l'Ukraine, précisément pour assurer la lutte contre le bolchevisme.

D'ailleurs, messieurs, la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine, que je réclame, est conforme aux principes posés par la Conférence de la paix, elle est conforme à la véritable interprétation du principe des nationalités.

Le principe des nationalités ne consiste pas à grouper dans un seul et immense pays une collection de petits peuples qui entendent rester indépendants et qui ne veulent pas être dominés par l'un d'entre eux

(1) Voir p. 27, le discours de M. de Monzie au Sénat.

Il conseille à laisser à chacun de ces pays, à chacun de ces peuples, leur pleine et entière autonomie. Voilà la véritable application du principe des nationalités. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*)

Si on l'avait ainsi appliqué à l'Allemagne, nous aurions la Bavière, le Wurtemberg, le Hanovre, et beaucoup d'autres pays allemands ; nous n'aurions pas l'Allemagne unifiée. (Vouveaux *applaudissements sur les mêmes bancs*), cette Allemagne qui pourrait dans l'avenir donner la main au colosse russe reconstitué, et dans un certain nombre d'années réaliser la menace d'Erzberger : « Un jour viendra où l'Allemagne unifiée, alliée à la Russie unifiée, pourra attaquer la France et alors la marche sur Paris sera singulièrement plus facile qu'en 1914. » (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Nous ne pouvons pas reprocher à Erzberger, ministre du Reich, d'avoir tenu ce langage, mais nous avons, nous, le devoir d'en tirer la conclusion, de garder l'œil ouvert du côté de l'Est, de maintenir et de renforcer, si possible, notre protection contre la menace à laquelle nous laisse exposés l'unité allemande et, en même temps, de travailler à faire disparaître tous les éléments nouveaux qui compromettent l'avenir de la Russie et des nationalités qui l'entourent. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

L'Ukraine est antibolcheviste : elle a de vives sympathies pour la France

La reconnaissance de l'indépendance de la république de l'Ukraine serait, à mon avis, un service signalé rendu à la cause de la paix sociale et de l'ordre européens.

J'ai le plaisir, il y a quelques jours et à plusieurs reprises, de m'entretenir avec un excellent Français qui a habité la Russie sur les confins de l'Ukraine et qui pendant plus de vingt années y a fait de très fréquents séjours.

Il me montrait des populations de l'Ukraine essentiellement antibolcheviques, parce qu'elles sont essentiellement agricoles et profondément attachées à la terre, parce qu'elles sont la pratique de la propriété individuelle ignorée de leurs voisines moscovites, qui ne connaissent que la mir, c'est-à-dire la propriété collective.

Dans ce pays où la grande propriété dominait beaucoup trop, où le servage, la révolution russe a mis entre les mains des paysans une large part des terres, mais ceux-ci ne les ont acceptées que dans la mesure où ils pouvaient les cultiver.

Et maintenant, amis et adversaires de l'Ukraine sont d'accord pour dire que ces paysans ne demandent qu'une chose : acquérir définitivement la terre en la payant à ses légitimes propriétaires et obtenir ainsi un titre régulier de propriété.

Ces paysans tournent volontiers leurs regards vers la France lointaine et vous comprendrez l'émotion du bon patriote qui me donnait ces informations, lorsqu'il pénétrait dans les petites maisons paysannes de l'Ukraine et qu'il voyait les visages s'illuminer et les mains se tendre. On était heureux de fraterniser avec un Français, et on pouvait lui montrer sur les murs, à côté des images religieuses, des icônes, ce même portrait de Napoléon Ier, que mon collègue M. Maurice Barrès vous disait tout à l'heure avoir sa place dans de nombreux foyers des pays rhénans.

Ne sont-ce pas là des indices certains que nous trouverions, dans l'Ukraine, un appui sérieux contre le bolchevisme, appui qui accroîtrait et fortifierait singulièrement les moyens de résistance de la Pologne et de la Roumanie ? (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

L'Ukraine est riche et prête à prendre sa part des dettes de la Russie

D'ailleurs, ce pays est riche. Les céréales y abondent, l'industrie sucrière y est largement développée. Il compte près de 50 millions d'habitants. En réclamant son indépendance, il ne prétend pas s'affranchir de la part qui lui incombe dans les dettes de la Russie et déclare qu'il en prendra au moins 30 p. 100 à sa charge (1). (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Je ne vois donc pas pourquoi nous ne tendrions pas la main à ceux qui sont disposés à venir à nous.

Ces renseignements m'ont été confirmés par un officier qui a vécu là-bas avec les Ukrainiens. A un moment, en effet, par erreur, on a lancé contre les bandes ukrainiennes, qu'on croyait bolchevistes, des troupes françaises. Au bout de quelques jours, on s'est heureusement aperçu qu'il ne s'agissait nullement de bolchevistes, mais de paysans qui croyaient défendre leur pays. Un armistice a été conclu ; on a fraternisé et la meilleure camaraderie d'armes s'est bien vite établie entre les soldats ukrainiens et les officiers français, dont un certain nombre ont songé même à s'engager dans les troupes ukrainiennes.

(1) Voir p. [illegible], le discours de M. de Monzie.

Il y a donc beaucoup à faire dans ce pays et, sans prêter l'oreille aux calomnies qu'on répand contre l'Ukraine, il faut accepter la main qu'elle nous tend. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Il n'y a pas de temps à perdre ; la situation actuelle est grave. Il est urgent de nous défendre contre les idées malsaines et les agissements perfides des hommes qui appellent de leurs vœux et préparent la révolution mondiale. Par cette défense, c'est l'intérêt national que nous entendons sauvegarder, c'est la France que nous voulons protéger car il y va de sa sécurité, de son indépendance et peut-être même un jour de sa vie. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*)

SÉANCE DU 27 MARS 1920

M. de Gailhard-Bancel avait demandé à interpeller le gouvernement sur la politique qu'il se propose de suivre vis-à-vis des divers pays faisant partie de l'ancien empire russe et qui ont revendiqué leur indépendance depuis la chute de l'empire.

L'interpellation fut discutée à la séance du 27 mars, au cours de laquelle l'orateur reprit et développa, dans le discours qui suit, les idées qui avaient fait l'objet du discours du 6 février.

M. de Gailhard-Bancel. Messieurs, j'ai déjà eu l'honneur d'aborder à cette tribune la question qui m'y amène aujourd'hui encore, et je m'excuse d'y revenir après que nos collègues MM. Barthou et Cachin l'ont incidemment touchée dans leurs éléments discours. Si je me suis, après bien des hésitations décidé à la reprendre, c'est que cette question est, à mon avis, d'une importance capitale tant au point de vue de la solution du problème russe qu'en vue de la défense des intérêts français qui pourraient être gravement compromis par l'activité incessante que l'Allemagne déploie en Russie.

M. Barthou, tenant pour acquis que les peuples allogènes avaient décidé de traiter avec les soviets, a paru souhaiter que nous agissions de même.

Mais ces tractations des peuples allogènes avec les soviets sont-elles absolument certaines ?

Elles le sont en partie, peut-être. Je ne crois pas qu'elles le soient complètement. Et, d'ailleurs, M. Barthou lui-même nous rappelait

cette réponse de M. le président du conseil à une question qui lui était posée au sujet de la valeur des renseignements qu'il recevait de Russie :

« Abondamment renseignés, nous le sommes ; exactement, c'est autre chose. »

Le hasard a voulu que, le soir même de l'interpellation de M. Barthou, en rentrant chez moi, j'ouvrisse le journal l'*Information* et mes yeux se sont portés, à la première page, sur un entrefilet qui était intitulé : « L'offensive bolcheviste contre la Pologne. » — La Pologne avait été citée comme engageant des tractations avec la Russie. — Voici cet entrefilet :

« Londres, 25 mars. — Les renseignements qui parviennent du front polonais confirment l'importance de l'offensive déclenchée par les bolcheviks... »

Suit dans la dépêche le détail des armées rouges engagées contre la Pologne et le correspondant du *Times*, de qui émane cette information, ajoute :

« Dans l'opinion des cercles militaires de l'Entente, l'armée polonaise est en état de tenir tête à la poussée bolcheviste. »

Ce matin même, on pouvait lire dans la plupart des journaux l'information que voici :

« L'offensive continue sur tout le front polonais. Des combats à outrance ont eu lieu en Podolie et en Volhynie pour la possession des voies ferrées et des principales lignes de communication. Les troupes polonaises se maintiennent sur leurs anciennes positions et repoussent les attaques bolchevistes avec de lourdes pertes pour les assaillants. En Podolie, les Polonais ont passé à une vigoureuse contre-offensive... Désormais, les Polonais n'ont rien à redouter du développement ultérieur de l'offensive que les bolcheviks poursuivent avec violence sur le front ukrainien. »

Il y a quelques jours, un renseignement analogue était donné par les journaux au sujet de la Finlande. Enfin dans un message adressé de Bucarest au président de la délégation ukrainienne, à Paris, on pouvait lire :

« Les derniers renseignements indiquent qu'une partie des troupes bolchevistes concentrées sur Onchlasovitch-Podolsk, ont commencé l'offensive contre Shverinka et qu'une autre partie se dirige sur Mohilev. »

« Les munitions, les canons et l'équipement de l'ataman Omelnovitch viennent des stocks de l'armée volontaire qui, sur la rive droite, se trouve en état de pleine décomposition... Plusieurs détachements de l'armée volontaire ont été désarmés par nos troupes. Quelques-uns ont plus simplement passé de notre côté... En général, les bolcheviks, en Ukraine, tiennent seulement les grandes lignes de chemin de fer, n'osant pas s'éloigner d'elles, ni de quelques villes qu'ils prennent pour base de leurs expéditions armées contre les villages dans le but d'obtenir des paysans du blé et du fourrage. »

Ce matin même, une dépêche de Berne, datée du 26 mars, annonçait l'entrée des troupes ukrainiennes à Odessa et signalait deux épisodes importants dans la lutte contre les bolcheviks : l'action énergique du conseil national de Kiev, soutenu par la population, et l'insurrection des paysans des gouvernements de Poltava et Ekaterinoslav.

Vous voyez donc que, soit au Nord, en Finlande, soit en Pologne, soit en Ukraine, la lutte est loin d'être terminée entre les pays allogènes et les soviets.

Il semble dès lors que la situation soit moins simple et moins claire que ne le disait M. Barthou et que nous ayons le droit de l'envisager sous un jour quelque peu différent.

Mais que le pays se rapproche ou non, que la guerre se prolonge ou non dans les territoires de l'ancien empire russe, cela ne changera rien à la portée des observations que je demande à la Chambre de présenter de la politique. Le pays [illegible] pays pauvre, parce que les soviets [illegible] l'Allemagne, qu'ils en est toute la mentalité et que nous [illegible] la mentalité allemande en matière de traité. (*Applaudissements à droite.*)

Nous savons aussi que les soviets entrevoient cette perspective de paix comme un moyen de poursuivre énergiquement leur propagande en Europe.

Comment les Soviets se proposent d'exploiter leur victoire

Je vais vous en donner la preuve en mettant sous vos yeux quelques lignes d'une lettre arrivée tout récemment de Russie, émanant du bureau de propagande maximaliste et adressée au groupe communiste français et international de Genève :

« Il faut considérer la décision prise par le conseil suprême de reprendre les relations commerciales avec les soviets comme un événement

de première importance, en ce qui concerne la propagande révolutionnaire internationale.

« Le gouvernement des soviets, qui prévoyait depuis assez longtemps cette victoire diplomatique, suite inévitable de la grande victoire militaire des armées rouges sur tous les fronts, a pris des mesures en conséquence.

« Un plan de travail de propagande a été établi, et, dès que des relations normales seront rétablies avec les nations d'Europe centrale sous la coupe des gouvernements de l'Entente, le gouvernement de Moscou sera en mesure de subventionner et d'aider l'organisation de toute action pouvant réellement assurer le programme nettement posé par les deux congrès de la troisième internationale.

« Dès la réunion de cette commission, j'ai deux autres sociétés, d'ailleurs absolument nécessaire de désigner des agents spéciaux qui devront assurer la propagande révolutionnaire et auxquels les moyens financiers seront fournis le plus rapidement possible, autant que cela pourra se faire, sous le couvert d'entreprises commerciales. » (*Mouvements divers.*)

M. Charles Bernard. Ce sont de gros personnages.

M. de Chambrun-Rancy. Tout récemment, un de nos amis nous a apporté un témoignage en faveur de la réalité et de la sincérité de ce message.

Notre ancien collègue qui représente aujourd'hui la France à la Haye, M. Charles Roussel, nous disait en effet que la Hollande et Amsterdam tout particulièrement avaient été choisis par les nouvelles-listes comme le centre de la propagande bolchéviste en Europe et que les diamants n'avaient jamais été gaspillés en aussi grande quantité sur le marché de la Hollande. Je n'ai pas besoin de dire qu'actuellement, les diamants, c'est de l'argent et même mieux que de l'argent.

La vraie politique à suivre vis-à-vis des pays allogènes

Je vais donc aborder la question qui fait l'objet de mon interpellation, sans me préoccuper, je le répète, de savoir si la guerre va continuer en Russie ou si la paix est prochaine. Je demanderai à M. le président du Conseil quelle politique il se propose de suivre vis-à-vis des pays allogènes et, en même temps, j'indiquerai la façon dont je comprends cette politique.

Jusqu'à présent, elle me paraît avoir été passive et je le déplore.

Si je regarde au Nord et au Midi, j'aperçois des peuples, diversifiés par l'étendue de leurs territoires et les perspectives de leur développement politique, mais qui, les uns et les autres, ont joué un rôle important dans tous les événements de ces dernières années, qui de ce fait ont rendu de grands services aux alliés, et qui, aujourd'hui, se prévalent, conformément aux stipulations du traité de paix, du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Ils ont proclamé leur indépendance et pour la conserver, ils en sollicitent la reconnaissance par les alliés.

Et alors que l'Angleterre et l'Italie n'ignorent pas ces pays, mais [illegible] de certains d'entre eux, et même en vue d'avantages [illegible], une politique de réserve extrême. Au Nord, en sont la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lituanie. Leur situation géographique dit leur extrême importance : la Lituanie et la Lettonie sont le couloir de communication de l'Europe occidentale, de l'Allemagne, avec la Russie. Si la Pologne est fermée dans une certaine mesure à l'Allemagne, il est probable que celle-ci fera ses efforts pour se diriger maintenant vers la Russie qu'elle a la prétention de coloniser. Le seul passage qui s'offre à elle est constitué par la Lituanie et la Lettonie. Ces pays forment une barrière qui s'oppose nettement à la réalisation du rêve allemand de colonisation russe, rêve qu'à maintes reprises nous avons vu rappelé par ses hommes d'Etat, Erzberger, Ludendorff et tant d'autres. Or, le message que ces Etats pourraient livrer à l'Allemagne, ils sont tout disposés à le lui refuser.

Leurs sympathies ne vont pas vers l'Allemagne, mais bien vers les alliés. Ils l'ont prouvé en chassant successivement les Allemands et les bolchévistes, qui, les uns et les autres, ont laissé chez eux un si pénible et si cuisant souvenir de leur occupation. Ils le prouvent encore en [illegible] pendant longtemps.

J'ai là le témoignage d'un de nos représentants à Riga qui dans une note adressée à un correspondant, dont :

« L'attitude adoptée jusqu'à ce jour vis-à-vis des Russes antibolchévistes, est [illegible] des pays détachés de l'ancienne Russie, est d'une [illegible] incohérence. On a toléré que Denikine brûlât durement les Ukrainiens. On a abandonné à leur situation critique les Lettons, attaqués par Bermont. Et quand, avec une admirable vaillance, ils ont chassé hors de leurs frontières les troupes allemandes, aussitôt l'Entente était impuissante à imposer sa volonté, en les laissant aux prises avec les bolchévistes, sans leur apporter aucun secours effectif. »

Voilà donc la preuve, apportée par un homme qui habite ces régions, que ces pays ont rendu le service qu'on attendait d'eux.

M. Clemenceau nous l'a dit à cette tribune, lorsqu'il nous parlait de la politique des fils de fer barbelés et qu'il énumérait les effectifs des armées de l'Esthonie, de la Lithuanie et de la Lettonie comme devant constituer la barrière contre la pénétration du bolchevisme dans les régions de l'Occident.

M. le président du conseil lui-même paraît s'être approprié ces paroles de M. Clemenceau, puisqu'il a déclaré, il y a quelques mois, que cette politique était encore la sienne.

Et maintenant ces pays qui nous ont rendu ces services, qui ont combattu pendant longtemps ont cru pouvoir, à bout de forces, entamer des pourparlers avec leurs ennemis qui les pressaient de toutes parts. Est-ce une raison pour nous de les laisser livrés à eux-mêmes, est-ce un motif pour les abandonner ?

Consentirions-nous à leur voir perdre leur indépendance et leur nationalité, péniblement et chèrement reconquises, pour redevenir, ce qu'ils redoutent surtout, les provinces d'un grand empire artificiellement créé ? Pareil abandon constituerait de notre part une attitude indigne de la France et équivaudrait à la méconnaissance du principe posé par le traité de paix relativement au droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes.

Nous voici, en effet, en présence de situations qui appellent l'application juste et raisonnable du principe des nationalités. Ce principe ne consiste pas à grouper sous la domination d'un puissant état centralisé une foule de petits peuples qui veulent rester libres, mais au contraire à assurer et à maintenir l'indépendance de ces peuples. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

La politique à laquelle je vous convie, messieurs, et qui consisterait à donner à ces pays non pas une aide militaire, mais un secours moral par la reconnaissance de leur autonomie, est absolument conforme aux intérêts de la France. Elle nous mettrait en mesure d'obtenir de sérieux avantages économiques, analogues à ceux consentis déjà à l'Angleterre et à l'Italie et dont nous sommes exclus parce que nous n'avons pas imité l'attitude de nos alliés, qui leur a valu ces avantages.

Ainsi, l'Angleterre est extrêmement populaire en Lithuanie, parce qu'elle a reconnu son indépendance et noué avec elle des relations. J'ai sous les yeux une lettre qui m'a été adressée par un Lithuanien notable et dont je vous demande la permission de vous citer quelques lignes :

« L'Angleterre, dit-il, forte de sa connaissance du caractère des peuples nordiques, notifia la première la reconnaissance de l'indépendance de fait au gouvernement lithuanien. Résultat : explosion d'en-

thousiasme et de gratitude à Kovno, capitale provisoire de notre pays, foule énorme devant la mission britannique et refroidissement sensible à l'égard de la France. Depuis le jour de la notification, la popularité des Anglais grandit d'heure en heure.

« Leur influence économique, soutenue par l'initiative privée et surtout par la « Chemical and Metal Bank », est aujourd'hui toute-puissante. Des contrats à très longue échéance vont bientôt être conclus entre les gouvernements britannique et Lithuanien touchant le lin, le bois et les céréales. Il est inadmissible que la France, notre chère France, la France chrétienne, mystique et chevaleresque, la protectrice des opprimés sous l'ancien régime et le nouveau, car c'est là son caractère éternel, il est inadmissible que notre immortelle France ne participe pas dans la plus large mesure, aux côtés de ses alliés et des nôtres, au développement économique et politique de notre pays.

« Un seul geste, un seul mot et toute la Lithuanie élèvera la voix dans une acclamation unique. »

Voilà les sentiments que nous rencontrerons en Lithuanie. Les relations avec ce peuple seraient d'autant plus intéressantes pour nous qu'il pourrait nous fournir des matières de première importance, des céréales, surtout du lin, du bois. Des marchés ont été passés avec l'Angleterre, mais ce ne sont pas encore des marchés à long terme ; ceux-ci « préparent et une politique de bienveillance pour le jeune Etat lithuanien nous permettrait d'y participer, pour le plus grand avantage de notre vie économique. L'hôtel [illegible] a un représentant [illegible] en Lithuanie et [illegible] de la France.

Je ne vous apprendrai pas, messieurs, en vous disant que nous avons reçu à maintes reprises à la commission des affaires extérieures, les doléances d'un grand nombre de nos compatriotes qui sont allés dans ces pays, issus du démembrement de l'empire russe, et tous nous disaient : « C'est lamentable ! Les autres pays sont représentés ; le nôtre ne l'est pas. »

Nous devrions être présents partout et, malheureusement, nous ne le sommes presque nulle part. (*Très bien ! très bien ! à droite !* M. le président de la sous-commission des affaires russes est là, qui pourra vous confirmer que tous ceux que nous avons entendus nous ont exprimé le désir que la France fût présente dans tous ces pays par ses délégués officiels. (*Applaudissements au centre et à droite*)

Il est urgent de reconnaître l'Ukraine

Ce que j'ai dit des provinces baltiques, je l'ai dit déjà et je le répéterai au sujet de l'Ukraine. J'ai demandé, il y a près de deux mois, la re-

connaissance de l'Ukraine comme Etat indépendant ; je la demande encore aujourd'hui.

J'avoue ne pas comprendre la réserve du gouvernement à cet égard et je m'étonne qu'il ne saisisse pas l'occasion d'étendre et d'asseoir par ce moyen notre influence dans ce pays où l'on ne demande qu'à nous accueillir. J'en suis d'autant plus surpris que depuis longtemps, monsieur le président du conseil, des avis favorables à la reconnaissance de l'Ukraine parviennent à vos services, émanant de personnes admirablement placées pour bien connaître la situation, parfois de vos agents même.

J'ai là un certain nombre de ces notes. En voici une, envoyée de Berlin en mai 1919 par un de nos correspondants, et d'autant plus intéressante que l'auteur n'est pas extrêmement sympathique aux Ukrainiens. La communication commence par faire remarquer « que si les Ukrainiens ne sont pas particulièrement traitables, ils ne sont pas non plus intraitables ». Et après avoir insisté sur l'importance qu'il y aurait à reprendre les relations avec l'Ukraine, il ajoute « que malgré le temps perdu et les amertumes qu'ont provoquées les actes de certains agents français, malgré les progrès des bolchevistes, peut-être est-il encore possible d'exercer en Ukraine une action utile ». Et il précise les conditions de cette action : « Reconnaître, du moins en fait, l'indépendance de l'Ukraine et laisser entendre que si l'on ne peut constituer plus tard une république russe fédérative, on reconnaîtra l'Ukraine officiellement. Enfin envoyer immédiatement en Ukraine une mission française militaire et civile. »

J'ai une autre note plus récente, de septembre 1919 :

« Il n'est plus possible, dit l'auteur de la note, d'ignorer les nationalités qui veulent vivre, jouir de la liberté après l'esclavage, de la république après le despotisme. On n'endiguera pas un pareil torrent. Les Ukrainiens ont avec nous des sympathies communes. Leur idéal républicain est aussi ancien que leur vie nationale et plonge ses racines dans toute leur histoire. »

Et permettez-moi d'évoquer ici un souvenir intéressant, plus à bon moulin d'entre vous, en rappelant que c'est précisément l'indépendance de l'Ukraine que Paul Déroulède a chantée dans sa belle tragédie de l'*Hetman*. (*Applaudissements.*)

J'ai une note plus récente encore, du 4 janvier 1920, provenant d'un de nos agents de Roumanie :

« Petlioura est à Varsovie où il est bien accueilli. Il vient de constituer un gouvernement ukrainien qu'il a l'intention de transférer à Kamenets où flotte le drapeau de l'Ukraine indépendante. Autour de

lui se rallient des bandes d'insurgés en attendant l'armée régulière que Varsovie lui prépare. Alors Varsovie passera entièrement la main à Petlioura, rassurée désormais par l'existence d'un Etat suppléant un dangereux voisinage. »

Je dois dire que tout cela n'est réalisé. Petlioura est aujourd'hui en Ukraine à la tête de son armée et toutes ses sympathies vont à la France.

Enfin, je tiens à évoquer le témoignage de M. le général Mazerolle que M. le président du conseil a autorisé à venir déposer devant la commission des affaires extérieures. Dans une séance des premiers jours de juillet, il nous a exposé compte des observations qu'il a recueillies pendant les trois ans qu'il a passés à Varsovie. Il nous a rappelé comment l'Allemagne pour se rendre à Varsovie, des colonnes de ses soldats avaient pénétré dans la ville, les allemands déclarant ouvertement qu'ils occupaient bien ennemie. Ensuite la Pologne se considérant comme n'étant pas très gouvernementalement détachée de l'Allemagne.

A Varsovie, le général Mazerolle a reçu communication d'une lettre d'un personnage important qu'il n'a pas nommé et à qui Ludendorff écrivait : « Il est notoire que le Japon et la Russie vont se préparer avec la conquête du monde. »

Voilà quelles étaient en bonne de l'armistice, les idées de Ludendorff. Idées dont nous voyons l'Allemagne poursuivre la réalisation.

Le moyen de déjouer ces projets, d'où le général Mazerolle, c'est d'opposer à la Pologne bolchevique le bloc des alliances, d'autant plus que la Pologne nullement pas toujours germanophile, mais que nous avons pu qui son neutre avec été réalisée.

Et il convient, après avoir signalé les relations cordiales qui s'étaient établies entre officiers et soldats français et ukrainiens, dans des observations que je résume :

Les Ukrainiens sont antibolchévistes, ils sont démocrates. Ce sont de très bons soldats, désireux de combattre pour l'indépendance de leur pays, contre les bolchévistes et contre les Allemands. Il faut se hâter de reconnaître l'Ukraine, il faut l'aider. Les rendre les prisonniers de guerre qui sont encore détenus dans divers pays de l'Europe, en Bulgarie notamment, en Allemagne, en Italie. Et son armée reconstituée aura bientôt fait de chasser les bolchévistes.

Vous savez, messieurs, je vous l'ai dit au début de mes observations, que cette œuvre est déjà commencée : les bolchévistes ont été chassés d'Odessa. Ils le seront bientôt de toute l'Ukraine, sous peu que les Ukrainiens soient soutenus et alors — ceci n'est pas sans inté-

rêt — ils nous procureront une foule de denrées et de matières premières dont nous avons un besoin urgent : céréales, bétail, laine, peaux, sucre et bien d'autres choses.

Le général Massenet ajoutait : « Les Polonais, pour fortifier leur résistance, pour assurer l'arrière de leur armée, ont besoin de l'Ukraine. »

Pour se rendre compte de la justesse de cette observation, il suffit de regarder la carte. On verra que c'est par le Sud que les Polonais pourraient être pris à revers, et courraient de grands risques, alors même que leur armée serait victorieuse à l'avant.

L'Ukraine attaquée successivement par les Allemands, les bolchevistes et les volontaires de Denikine

Il est d'ailleurs vraiment singulier que tout le monde ait voulu s'emparer de l'Ukraine et que nous, nous hésitions à prendre la main qu'elle nous tend.

Que tout le monde ait voulu s'emparer de l'Ukraine, c'est une vérité incontestable. En 1918, ce sont les Allemands qui y sont venus et s'y sont installés, parce qu'ils la considéraient comme leur « magasin d'alimentation », c'est le terme dont ils se servaient. Les Ukrainiens les ont chassés. Ils se sont vaillamment battus contre eux : 35.000 à 40.000 Allemands sont tombés sous les armes des Ukrainiens, pendant leur révolte contre les envahisseurs. Ils nous ont aussi prêté, à cette époque, un concours indirect, mais qui est loin de nous avoir été inutile. (*Applaudissements.*)

Une fois les Allemands chassés, ce sont les bolchevistes qui sont arrivés. Les Ukrainiens déjà fatigués par leurs luttes contre les Allemands, ont cependant repris les armes. Et ils avaient repoussé ce nouvel adversaire, lorsque Denikine abandonnant sa marche vers Moscou est venu se retourner contre eux.

Epuisés par ces luttes successives contre les Allemands, contre les bolchevistes, et contre l'armée des volontaires de Denikine, les Ukrainiens, hors de combat, ont plié, mais ils ne se sont pas découragés pour cela. Après avoir dû céder devant la force, ils se ressaisissent et commencent à reprendre le chemin de la victoire : déjà, dans plusieurs rencontres, ils ont battu les bolchevistes. Ils cherchent à recouvrer leur pays, et, par conséquent, il y a urgence à leur prêter le concours moral qu'ils attendent de nous, en reconnaissant l'indépendance de leur pays et en leur envoyant ces missions, civile et militaire, qu'ils seront

heureux d'accueillir, les vêtements, chaussures, munitions, médicaments, etc., qu'ils sollicitent et qui leur seront d'un grand secours.

Intervention de M. PERROLLAZ : l'influence française en Ukraine

M. Louis Perrollaz. Voulez-vous, mon cher collègue, me permettre une observation ?

M. de Gaillard-Bancel. Très volontiers.

M. Louis Perrollaz. Vous venez de dire que l'Ukraine était un pays intéressant pour nous, Français ; il l'est, en effet, particulièrement, non seulement en raison de ses ressources matérielles, car c'est le pays du blé, du sucre et du pétrole, mais aussi et surtout, par une certaine parenté morale avec la France. Il y a un fond entre l'âme ukrainienne et l'âme russo-ovite ; dans la littérature ukrainienne, il y a de la douceur et, surtout, le sentiment de la liberté.

J'appelle votre attention sur le fait que ce pays est plein de souvenirs français ; il y a longtemps qu'une ville, fameuse depuis, a été fondée par le général français de Ribas, construite par l'ingénieur français de Volland, et, surtout, embellie par le grand Français qui s'appelle le duc de Richelieu, et que, en 1818, grâce à son amitié avec le tsar Alexandre Ier, fut appelé, en France, le premier libérateur du territoire.

C'est pour cela que je prends l'initiative de demander, non seulement à M. le président du Conseil — je sais qu'il n'aime pas s'immiscer dans la politique intérieure des autres pays — mais aussi à M. le ministre de l'Instruction publique, de répandre dans ce pays l'influence française. Nous ne le croions pas sur les traités ; mais la culture française est une culture de bon aloi, faite d'intelligence et de générosité. On nous désire partout et nous souhaitons que le Gouvernement français travaille à répandre cette culture, non seulement chez les nations sœurs, l'Espagne, l'Italie, mais aussi dans les pays nouveaux du centre de l'Europe comme dans les pays balkaniques et dans le monde entier. *(Très bien ! Très bien !)*

J'exprime le vœu que l'on fasse quelque chose en ce sens du côté de l'Ukraine ; ce pays a souffert, il souffre encore, et ici, dans des moments d'affaissement, il a pu dire, quelquefois, que Dieu est trop loin, que tout le monde oublie que la France n'est pas trop loin. *(Applaudissements.)*

L'Ukraine peut nous fournir des céréales, du sucre, etc.

M. de Gailhard-Bancel. Je remercie M. Perrollaz du concours qu'il vient d'apporter à la thèse que j'ai l'honneur de soutenir.

J'arrête mes observations sur ce point, et je demande instamment à M. le président du Conseil de faire tout le possible afin d'obtenir de l'Ukraine les céréales qu'elle possède encore.

Des témoins ont déclaré à la sous-commission des affaires russes que la récolte des céréales avait été, ces deux dernières années, surtout l'année dernière, extrêmement abondante, que la majeure partie de ces récoltes est encore disponible chez les paysans de l'Ukraine et que nous n'aurions qu'à nous entendre avec ce pays pour que cette récolte fût mise à notre disposition. Notez qu'au lieu de perdre sur le change, nous y gagnerions ; et ce serait certes un résultat de première importance.

Ce n'est pas seulement du blé, mais du sucre, des peaux, toute espèce d'objets, sans parler des richesses minières, que nous pourrions trouver en Ukraine, mais à une condition, c'est que nous reconnaîtrons son indépendance.

« Attirez l'attention sur le fait — est-il dit, par le représentant de l'Ukraine à Bucarest, dans une note envoyée à Paris — attirez l'attention sur le fait qu'on ne peut faire d'exportation que de l'Ukraine seule et que si on ne nous reconnaît pas, nous n'autoriserons aucune exportation. »

J'insiste donc, monsieur le président du Conseil, pour que vous déférez aux sollicitations que je vous adresse et qui sont appuyées vous le voyez, par des autorités considérables. J'ai nommé M. le général Massenet. Je n'ai pas nommé les autres personnes dont j'ai cité les témoignages ; mais elles méritent également toute considération.

J'ajoute qu'il est urgent d'agir. En effet, les Allemands, qui ont perdu l'Ukraine en 1918, espèrent la reconquérir, sinon par les armes, du moins par leurs intrigues.

Ils méditent je ne sais quelle proclamation de déchéance de Petlioura pour lui substituer un homme à eux, qui fera ce qu'a fait Skoropadsky en 1918. Celui-ci, à ce moment, a servi les intérêts allemands contre les intérêts français ; nos yeux, alors, sont restés fermés, nous n'avons pas discerné le jeu qui se jouait devant nous et nous en avons cruellement souffert.

A présent, nous sommes prévenus. Les Allemands ont annoncé leurs intentions. J'ai là des citations. Je m'abstiens de vous les lire pour ne pas allonger ce débat. Mas il est incontestable que les Allemands

se préparent, par leurs intrigues, à provoquer la déchéance de Petlioura, qui est aussi populaire parmi ses compatriotes qu'il est bien disposé pour la France.

C'est pourquoi j'insiste encore pour que M. le président du Conseil ne tarde pas à reconnaître l'Ukraine, au nom du Gouvernement français, et à lui donner ainsi le concours moral qu'elle attend de nous. (*Applaudissements.*)

Je sais que vous avez des préoccupations à cause de la Russie, de la grande Russie. Dieu me garde de vouloir nuire de la Russie ! Même après tous ses malheurs, après l'abandon de notre cause à un moment des plus graves de notre histoire, nous ne devons pas oublier que, pendant les premières années de la guerre, elle nous a rendu un grand, un immense service. Mais ce service, qui nous l'a rendu ? C'est le peuple russe. Le tzar ? Vous connaissez le gouvernement du tzar. Vous connaissez la fin douloureuse de cet infortuné monarque, devant laquelle je m'incline avec respect. Mais je crois que le tzarisme a vécu en Russie.

Nous n'avons donc plus à nous occuper du gouvernement du tzar, mais seulement du peuple russe : il importe donc de savoir ce que réclame la majorité du peuple russe, puisqu'il n'y a plus, à l'heure actuelle, que des gouvernements d'opinion. Or, les allogènes forment la partie la plus considérable du peuple russe : en partant du Nord jusqu'à l'extrême Sud-Est, nous comptons 100 à 110 millions d'allogènes contre 70 à 75 millions de Russes dans la Russie centrale : la majorité est donc du côté des allogènes et nous ne devons pas refuser d'entendre les vœux de cette majorité.

On dira peut-être qu'il y aura des difficultés entre ces différents pays, que nous serons embarrassés pour faire la part des uns et des autres. Car ils ont tous des visées impérialistes et veulent s'agrandir aux dépens de leurs voisins. Tout cela est possible et rend plus important encore le rôle d'arbitre que la France est si bien préparée à jouer entre ces jeunes et ardentes nationalités, entre ces nouveaux peuples que l'écroulement de la Russie a rendus à une vie politique autonome. Il nous appartient, monsieur le président du Conseil, de les amener à se faire de mutuelles concessions et à se mettre d'accord pour se défendre à la fois contre leurs ennemis du dehors et contre leurs ennemis du dedans, qui voudraient les entraîner dans les pires aventures. Ils le comprendront si nous prenons la peine de les en convaincre.

La Conférence de la paix a proclamé la théorie de la consultation nationale, du plébiscite. Là où il y aura doute pour savoir si une province doit être rattachée à un pays plutôt qu'à un autre, les habitants

seront appelés à donner leur avis. Ils iront au pays pour lequel la majorité se sera prononcée.

Le plébiscite offre précisément le moyen de ménager toutes les susceptibilités, même de ceux-là qui restent attachés à la grande Russie. Car si, parmi ces peuples, il en est qui demandent à retourner sous son égide, ce n'est pas nous qui les en empêcherons.

Consultez donc les populations et qu'il soit fait suivant leur volonté. Voilà la vraie méthode, celle que je demande à M. le président du conseil de suivre (*Applaudissements.*)

Le temps presse. De toutes parts les nouveaux états, libérés des tutelles oppressives du passé, se tournent vers nous parce qu'ils savent qu'il n'y a chez nous, quoi qu'on en ait dit, ni désir d'impérialisme, ni esprit de domination. (*Très bien ! très bien !*) Ils connaissent notre désintéressement et notre générosité.

Il m'était agréable d'entendre, il y a quelques jours, mon collègue et ami M. de Magallon rappeler cette grande pensée d'un de nos célèbres du Midi : « Le rôle de la France n'est pas de dominer le monde, mais d'empêcher que le monde soit dominé. » (*Vifs applaudissements.*)

Ce rôle, monsieur le président du Conseil, nous vous demandons, à vous qui avez l'honneur aujourd'hui de diriger les destinées de la France, de le remplir, et ce faisant, n'en doutez pas, vous servirez admirablement les intérêts de notre pays. Vous les servirez à la fois contre tout ce qu'il y a de malfaisant en Russie et contre notre irréductible ennemi, l'Allemagne. (*Vifs applaudissements.*)

Le Discours de M. DE MONZIE au Sénat

(26 *mars* 1920)

Dans la séance du 26 mars 1920, M. de Monzie, interpellant au Sénat le Gouvernement sur la sauvegarde et le recouvrement de la créance française sur la Russie et la Turquie.

A plusieurs reprises, dans sa remarquable intervention, le sénateur du Lot-et-Garonne a eu l'occasion de toucher à diverses questions se rattachant à celles qui ont fait l'objet des deux discours publiés ici.

Nous sommes heureux de reproduire les passages qui viennent particulièrement à l'appui des conclusions de M. de Gaillard-Bencel en ce qui concerne la reconnaissance de l'Ukraine et des pays allogènes de l'ancien empire russe, spécialement envisagée par M. de Monzie au point de vue de la sauvegarde des intérêts financiers de la France.

La politique de l'abstention vis-à-vis des nouvelles nationalités et particulièrement de l'Ukraine. — Ses inconvénients.

« Mon seul souci dans cette affaire : celui de sauvegarder la créance française que j'envisage *in globo*, comme s'il y avait un seul créancier. On a commis l'erreur, par ailleurs, de ne pas penser qu'il y avait un seul débiteur. L'erreur a été de faire une politique calquée sur ce seul souci financier ; l'erreur a été aussi de confier la direction de nos affaires russes aux agents d'une pareille idée.

« Nous aussi, nous avons, comme la Russie, une bureaucratie puissante. M. Raoul Labry, dont je parlais tout à l'heure — qui n'est pas un révolutionnaire, encore qu'il sentre de Russie (*Sourires*) — M. Raoul Labry, qui médite, à l'heure actuelle, dans un poste d'inspecteur d'académie, ses quinze années d'études slaves, vient de publier, aux colonnes du *Mercure de France*, un article singulier auquel personne n'a contredit dans la presse officielle, article révélateur de nos méthodes et de nos façons :

« Notre politique en Russie, observe-t-il, est l'exclusif apanage

d'un cénacle et d'un bureau de ministère des Affaires étrangères, au lieu d'être l'œuvre du pays tout entier.

« Notre politique en Russie est concentrée entre les mains de quatre fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères.

« La mentalité de ces quatre diplomates, ou semi-diplomates, est faite toute entière de quelques axiomes diplomatiques acceptés par la tradition et de quelques pseudo-vérités sur la Russie transmises par les manuels.

« D'abord le vieux principe de l'équilibre européen... La Russie doit conserver son unité d'avant-guerre et rester la lourde armature qui enserrait des peuples de langue et de race dissemblables. De là la méfiance contre tous les alliés qui aspirent à leur indépendance. De là une impossibilité à comprendre le travail intérieur que la révolution a produit chez ces peuples, leur âme nouvelle, leur volonté désormais consciente de vivre leur vie. De là l'hostilité du quai d'Orsay contre les revendications nationales des peuples de l'ancien empire. »

Et M. de Menzie ajouta, en apportant à l'appui de sa thèse le cas de l'Ukraine :

« En cette matière comme en beaucoup d'autres, nous avons fait « preuve d'une abstention systématique.

« Quand les nationalités sont venues les unes après les autres au « ministère des Affaires étrangères ou devant les divers représentants « du Gouvernement et ont sollicité l'investiture française, la première « de toutes celles qu'une nouvelle nationalité dût solliciter, nous avons « écouté, nous avons entendu, quelquefois nous avons recueilli les pro- « positions, les suggestions qui nous étaient faites, mais nous n'avons « jamais répondu.

« C'est ainsi que le mémoire, déposé, en janvier 1919 par la délé- « gation de la république ukrainienne, renouvelé à plusieurs reprises et « confirmé par les déclarations du comte Michel Tyszkiewicz, n'a jamais « obtenu de réponse, encore bien qu'il y fût parlé de notre créance et « des responsabilités volontairement assumées par l'Ukraine. »

(*Journal officiel*, 27 mars 1920, pp. 392 et 394.)

Le paiement de la Dette russe : les propositions de la Délégation ukrainienne. — L'attitude contradictoire des dirigeants bolchevistes.

« L'Ukraine, se considérant comme héritière de la partie la plus importante de l'ancienne Russie, se déclare prête à accepter pour sa part la charge de cette succession :

« L'Ukraine, disait sa délégation, désire conserver pour sa part l'alliance avec la France ; elle est prête à prendre à sa charge une partie de la dette russe correspondant au chiffre de sa population, à la richesse du pays, ainsi qu'à respecter les intérêts français dans l'ancienne Russie du Sud. »

C'est un engagement qui portait sur environ 30 p. 100 de la dette globale de la Russie. Aucune réponse n'est faite.

Il est possible que le silence du Gouvernement ait une explication. On pouvait considérer que les offres faites par les nationalités sur l'Esthonie, la Lithuanie, l'Ukraine, le Kouban, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, que tout cela n'avait pas d'importance. C'était une politique ; mais à la condition de la pratiquer dans tous les domaines.

Or, c'était exactement le contraire que l'on faisait. Dans la période où nous conservions de nos armes et de nos subsides ces nationalités naissantes, nous les prenions à peu en considération, qu'il n'y a aucun prétexte établissant une entente avec elles pour l'avenir de notre débiteur passé ; en telle sorte qu'il faut bien imaginer que parce qu'à un certain point nous avons perdu, envisagé au point de vue financier ce qui se produit aujourd'hui, c'est-à-dire le triomphe incontesté, dans l'ordre militaire tout au moins, du gouvernement bolchevique. »

(*Journal officiel* du 27 mars 1920, p. 394.)

Le gouvernement bolchevique a-t-il une attitude nette devant les justes exigences de la France réclamant le paiement de ce qui lui est dû ?

M. de Monzie n'a pas de peine à signaler « la contradiction des attitudes bolchevistes » que révèle, à six semaines de distance, la divergence des propositions du gouvernement des soviets et des déclarations d'un des doctrinaires du bolchevisme, et il ajoute :

« Lorsque le gouvernement bolchevisté a fait ses propositions de paix, il a senti la nécessité d'ajouter : « Bien entendu, nous garantissons, jusqu'à concurrence de 60 p. 100 de nos disponibilités, le paiement intégral de la dette de l'Etat russe d'avant guerre. »

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie la dette de la Russie envers la France.

Par conséquent, il y a six semaines, le même gouvernement qui désavouait en décembre 1917 d'un geste brutal et révolutionnaire, sous l'inspiration de Lénine, les engagements de la Russie vis-à-vis de la France, reprenait, sous l'empire des nécessités et la pression des

événements, cette répudiation et déclarait aux alliés qu'il offrait d'acquitter la dette russe. Six semaines se passent, le danger militaire polonais disparaît ou s'atténue ; la possibilité d'une paix avec les voisins immédiats apparaît ; d'autre part se formule l'espoir d'opérations commerciales, d'un ravitaillement par l'Amérique et par l'Angleterre. Comment apparaissons-nous alors ? Nous apparaissons comme un pays qui ne se bat pas, puisqu'il n'y a pas de soldats à la frontière et de qui on n'a rien à craindre ni à espérer. (*Très bien !*)

Une telle position au regard des bolchevistes explique que Radek, l'un des doctrinaires du bolchevisme, ait pu écrire dans les *Izvestia* :

« Si jamais, dans l'intérêt de la paix du monde, les soviets consentaient certaines facilités aux financiers de l'Entente, sous la forme de concessions industrielles et minières, un semblable accord ne pourrait être signé que si ces financiers se portaient garants de remettre au gouvernement des soviets, la renonciation définitive des gouvernements de l'Entente concernant les prétentions des porteurs de rentes et de valeurs russes. »

Je note les deux attitudes successives. Je n'apprécie pas la sincérité de l'une ou de l'autre. Je ne sais pas ce que vaut la parole bolcheviste.

Il y a six semaines, les bolchevistes considéraient qu'avant tout il fallait obtenir l'assentiment de la France, et, à cet effet, ils faisaient le geste indispensable, le geste qui doit préfacer toute conversation avec eux, sans lequel rien ne peut être considéré comme valable dans leurs engagements ; ils disaient : « Nous sommes les continuateurs de l'ancienne Russie, et nous prenons l'engagement d'acquitter sa dette, avec terme et délai, avec garantie. »

Six semaines se passent. Le péril militaire polonais disparaît pour un temps. Les promesses apparaissent précises, avec les navires qui arrivent d'Angleterre, qui partent d'Italie vers la mer Noire. Alors plus de crainte. Quant à la France, elle n'apporte dans le jeu qu'une carte unique, celle dont elle réclame le payement — je parle le langage des bolchevistes. Et c'est l'article de Radek, cynique, brutal, qui dit : « Non seulement nous ne commencerons pas par payer la France ou par promettre à la France de tenir les engagements de l'ancienne Russie, mais nous mettrons même comme condition à toute conversation que l'on écartera les engagements pris envers la France. Ceux qui nous apporteront le *quitus* de la France, ce seront les Américains, les Anglais, ceux qui viendront solliciter nos concessions. »

(*Journal officiel*, 27 mars 1920, p. 394, 395.)

La Délégation ukrainienne remercie M de GAILHARD-BANCEL de son intervention à la tribune française

Allocutions de MM. le comte Tyszkiewicz, de Magallon et de Gailhard-Bancel

A la suite de l'intervention à la tribune en faveur de l'Ukraine, de M. de Gailhard-Bancel, la délégation ukrainienne réunit à l'Hôtel Continental plusieurs personnalités françaises et étrangères, dans un dîner suivi d'une réception. Autour de la table avaient pris place MM. de Gailhard Bancel, député ; le comte Tyszkiewicz, président de la Délégation ukrainienne à Paris ; le général Massenet, le comte de Seynes, député ; Pusta, ministre de l'Esthonie à Paris ; Vallat, député ; le lieutenant Cury, Joseph Denais, ancien député ; de Magallon, député ; Vallette-Vialard, député ; le comte de Rodez-Benevent, député ; Guibal, député ; Guichené, député ; le comte de Noailles, de Miloch, ministre de Lithuanie ; le Cour-Grandmaison, député ; Biollay, le commandant Louis, le comte de Ramel, député ; Grosvald, ministre de Lettonie ; de Baudry d'Asson, député ; l'amiral Degouy ; les membres de la Délégation et de la Colonie ukrainienne à Paris.

Au dessert, M. le comte Tyszkiewicz, levant son verre en l'honneur du premier député français qui porta la question des revendications de l'Ukraine à la tribune et les défendit éloquemment, lui adressa cette chaleureuse allocution :

« Monsieur le Député,

« Je suis infiniment heureux de pouvoir vous exprimer devant plusieurs de vos éminents collègues et amis qui ont bien voulu nous faire l'honneur de s'asseoir à notre table, ce que nous ressentons, mes compatriotes et moi, en ce moment, de reconnaissance et d'admiration pour votre généreuse initiative en faveur de notre patrie.

« En posant, aux applaudissements de la Chambre française, la question de notre droit à la liberté et à l'indépendance, vous avez relevé votre noble tradition nationale, celle de la France libératrice des nations, amie des peuples opprimés, qui, après avoir soutenu la Pologne, défendit la Grèce, la Serbie, l'Arménie.

Vous continuez ainsi, Monsieur, la politique traditionnelle de l'ancienne France envers notre pays, qui n'a pas toujours été inconnu et méconnu.

« Louis XIV l'a connu — le gouvernement français a soutenu Mazeppa dans sa lutte avec Pierre le Grand — le grand ancêtre de l'alliance germano-russe. — Voltaire a su que « l'Ukraine a toujours

aspire à être libre », — Napoléon a regretté de ne s'être pas appuyé sur elle.

— De notre côté, notre patrie, épouse de civilisation latine et lutteur de la barbarie asiatique, se tourne non seulement vers Rome, mais vers la France aussi. Nos ancêtres étudièrent au XVI' siècle à la Sorbonne, notre grand patriote le métropolite Pierre Mohyla fit ses études au Collège de la Flèche, notre dernier hetman le Comte Razoumovsky à Strasbourg. C'est lui qui offrit à J.-J. Rousseau l'hospitalité en Ukraine, à laquelle le philosophe préféra, il est vrai, celle de M. de Girardin à Ermenonville. C'était le temps où des peintres français comme J.-Bapt., Leprince et Norblin de la Gourdaine, peignaient et gravaient les types de notre peuple et de notre aristocratie. Bien avant eux, en 1650, un ingénieur français, Levasseur de Beauplan, dressait une carte superbe de notre pays, qu'il appelait de son vrai nom, comme l'a toujours fait l'ancienne France, — l'Ukraine et non la Russie ou la Petite-Russie. Vous avez eu l'extrême obligeance de nous montrer au Palais-Bourbon le tableau d'Horace Vernet représentant Mazeppa. Notre héros national a été popularisé aussi par Voltaire et Victor Hugo. L'Ukraine a eu les sympathies et même l'admiration de Prosper Mérimée, de Vogüé, de Rambaud, et il n'y a pas si longtemps encore de Paul Déroulède. Dans son « *Hetman* », il a parlé avec enthousiasme de cette Ukraine qui :

« Marche à l'ennemi plaie ouverte » ...
« Dont on abat en vain les têtes renaissantes. »

Il a eu pour nous un peu de son grand cœur, qu'il avait si grand pour la France.

Élevé dans l'amour et l'admiration de la France, j'ai rêvé quelque chose qui semblait impossible au début de cette guerre et que nous croyons nécessaire, indispensable peut être aujourd'hui : l'alliance la plus étroite entre nos deux pays. L'Ukraine indépendante, libérée et soutenue par la France, devenue le rempart contre le bolchevisme et contre l'alliance germano-russe ; j'ai pensé à une union économique entre nos pays essentiellement agricoles.

Quel que soit le sort qui nous attende, laissez-moi vous dire, Monsieur le Député, combien nous sommes heureux et émus d'avoir un défenseur de notre cause tel que vous.

Votre autorité personnelle, votre patriotisme, votre éloquente et profonde argumentation ont conquis les suffrages et les applaudissements de l'assemblée qui représente si dignement aujourd'hui votre noble pays, auquel vous avez sacrifié ce que vous aviez de plus cher.

En levant mon verre en votre honneur, Monsieur, je sais que je bois à la France, grande et généreuse, en ce qu'elle a de plus respecté »

M. de Gaillard-Bancel remercia M. le comte Tyszkiewicz dans le toast qui suit :

Monsieur le Président,
Messieurs,

Je suis profondément touché, Monsieur le Président, des sentiments que vous venez de m'exprimer avec tant de cœur, et de l'honneur que vous m'avez fait en me réunissant ce soir autour de cette table hospitalière, à ceux de vos compatriotes qui travaillent avec vous à la libération de leur pays, à quelques-uns de mes amis du Parlement et des vôtres.

Les paroles que j'ai prononcées à la Chambre, pour y affirmer ma sympathie pour l'Ukraine et mon désir de voir la France prendre dès lors la menue la main que vous lui tendez, sont bien peu de chose et ne méritaient pas un témoignage aussi aimable et solennel de gratitude.

J'éprouve seulement que les circonstances m'aient permis de ne pas faire assez et de ne pas passer sous silence les efforts que vous avez faits, à un certain moment, au cours de la guerre, pour combattre les Allemands qui venaient s'établir dans vos plaines fertiles et vos riches vallées.

Les souvenirs et les faits que j'ai dû me contenter de rappeler sommairement témoignent, du moins, avec des bonnes relations qui ont existé dans le passé, entre nos deux pays.

Voudrez-vous me permettre d'ajouter à ceux que vous avez si bienveillamment évoqués le fait à l'heure celui de la construction du port d'Odessa par un grand Français, qui, en 1815, sut par sa diplomatie avisée et énergique hâter la libération de notre territoire des troupes alliées qui l'occupaient, le duc de Richelieu ?

Si les nécessités nées de la guerre mondiale, les grands intérêts qui nous unissaient, étaient moins communs, ils contribuaient à faire pressentir mon plus tardif, au peuple ukrainien, le droit de disposer Dominer de lui-même, conformément aux vraies exigences des principes des nationalités, proclamé par le traité de paix, et de se constituer en République indépendante.

Cette République, je le sais, Monsieur le Président, vous et vos amis vous la voulez jeune, libérale, sachant concilier le respect de tous les droits avec les sacrifices nécessaires pour le bien commun, garantissant et permettant la libre expansion de ses forces et de ses classes sociales, ouvrant à tous les progrès industriels et agricoles, au progrès social enfin, qui rend la démocratie moins vive dans vos esprits comme moins propice que dans la France du Nord.

Pour cette œuvre de libération de votre pays, mes amis et moi nous

vous préterons d'autant plus volontiers notre concours, que nous avons, en vous le prêtant, le sentiment de bien servir notre pays.

Je le disais ces jours derniers à l'une des personnalités les plus marquantes du Gouvernement français — auquel, il ne faut pas s'en étonner, la question russe, d'une complexité si formidable, impose une nécessaire circonspection — « la clef du problème russe, elle est dans l'Ukraine ».

Reconnaître l'indépendance des autres pays issus du démembrement de la Russie, sans reconnaître celle de l'Ukraine, c'est compromettre l'indépendance de tous ces pays : à cette heure surtout où, en attendant d'être conquis et absorbés par lui, ils sont plus ou moins enclins à traiter avec le gouvernement bolcheviste, qui vise à reconstituer l'unité de la Russie au bénéfice de l'Allemagne.

Actuellement, c'est vrai, l'Ukraine est en grande partie aux mains des bolchevistes : mais, tout en l'occupant, ils sont loin d'en être les maîtres. Les paysans ukrainiens ne subissent pas leur pouvoir sans résistance. Ils restent pour eux l'ennemi qu'ils n'attendent qu'une occasion pour chasser.

Qu'un gouvernement régulier soit reconnu par les alliés, il y aura bien vite organisée une armée dont les efforts combinés avec ceux des armées roumaines et polonaises hâteront la délivrance de l'Ukraine, arrêteront les progrès de l'armée rouge, et établiront une barrière solide entre la Russie bolcheviste et l'Europe occidentale.

Je fais des vœux, Messieurs, pour que bientôt se réalisent vos espoirs, qui sont aussi les nôtres, puisque, semble-t-il, de leur réalisation dépend le résultat de la lutte contre le bolchevisme, qui intéresse à un si haut degré notre pays et l'Europe elle-même.

Et, cette réalisation, je veux dire la reconnaissance de votre gouvernement, la victoire de l'Ukraine, son indépendance, sa prospérité, une amitié solide entre elle et la France que rapprochent tant d'affinités morales et économiques, j'ai foi que nous la saluerons bientôt.

Grâce à vous, Monsieur le Président, qui servez votre pays avec tant d'intelligence, de persévérance et de cœur, grâce au dévouement de vos collaborateurs, qui vous secondent si bien dans votre lourde tâche.

Grâce à Dieu surtout, que vos hetmans, chantés par notre grand et cher Paul Déroulède, invoquaient toujours quand ils allaient au combat qui jamais n'abandonne ceux qui ne s'abandonnent pas eux-mêmes.

Aussi est-ce avec la plus entière confiance que je lève mon verre en votre honneur, Monsieur le Président, et que je bois à la libération, à l'indépendance de l'Ukraine, à sa prospérité, assurées par ses relations cordiales avec ses voisins de Roumanie, de Pologne, de Lithuanie, des pays Baltes, assurées aussi par l'union de ses fils dans la justice et la liberté.

Après M. de Gailhard-Bancel, M. le marquis Xavier de Magallon, député de l'Hérault, prononça également un vibrant discours que nous reproduisons ci-dessous :

« Messieurs,

« Je ne résiste pas au plaisir de porter à mon tour la santé de mon éminent ami de Gailhard-Bancel, défenseur de l'Ukraine, dont il a éloquemment soutenu la cause, et des idées, à la fois vénérables d'antiquité et brillantes de jeunesse, qu'éveillent dans l'esprit le nom de la nouvelle République et ce vieux nom français associés.

« Au sortir du cataclysme, la France a besoin de ressaisir toutes ses forces et de relier son grand passé à son grand avenir. Un de Gailhard-Bancel est le parfait symbole de cette union ; lié au sol, lié au peuple par toutes les fibres, il est la France dont il a passionnément servi les traditions et les croyances séculaires. Il est la France d'aujourd'hui, que gardent trois de ses fils dans la terre des frontières. Et il est, par eux encore, l'avenir, car, ceux ainsi tombés sont à jamais debout, que dis-je, ils planent au-dessus de nous, ils sont autour de la Patrie, les apparitions réelles qui flottaient autrefois à l'avant des armées, anges de l'inextinguible lumière, de l'indéfectible victoire.

« La France de toujours que vous fêtez en lui, il est naturel, Messieurs, qu'elle vous fête à son tour avec toute sa raison et tout son cœur. Je ne préjugerai rien des résolutions que notre Gouvernement peut prendre. Je dirai seulement : « La France, ensoleillée et généreuse, si ne pèse sur elle le joug des rêveries de la brume, ni les puissances sans âme de l'argent, la France, menée par l'instinct de son peuple ou par l'intelligence des chefs de son sang, est libératrice et organisatrice de nature.

« Son génie sympathique et mesuré a toujours haï les hégémonies, toujours favorisé la liberté réglée, c'est-à-dire la vie. Frédéric Amouretti a écrit : « Le rôle de la France n'est pas de dominer le monde, « mais d'empêcher qu'il ne soit dominé. »

« On objecte Napoléon ; mais Napoléon est un magnifique accident dans notre Histoire, à un instant de perturbation universelle. On ne juge pas le régime d'un fleuve sur un débordement exceptionnel. Et puis, évitons les assimilations honteuses !

« Attila avance dans les ruines. Partout où passa l'Empereur français, fils de la Légion qui portait la pioche et la pelle, avec le glaive, on trouve aux monuments, aux institutions, aux routes, les traces d'un héros civilisateur.

« Une chevauchée n'empêcha pas que la France ait été, au cours des siècles, le soutien, l'artisan de la beauté épanouie du monde, de sa diversité. J'entends bien son poète qui chante : « Le monde en « s'épurant s'élève à l'unité. »

« Mais, unité n'est pas uniformité. L'uniformité est néant. Unité c'est harmonie. Mille notes : un concert. Mille fleurs : un jardin. La France a brisé Charles-Quint comme Guillaume II. Les bannières communales à Bouvines, autour de Philippe-Auguste, flottent au même vent que les fanions des régiments français, sur la Marne autour de Joffre. La France a délivré les Etats-Unis, la Grèce ; elle en délivrera bien d'autres. C'est son métier. Oui, le canon qui tonnait de la Manche aux Vosges, c'est le canon de la Libération américaine, le canon de Navarin. Verdun est la pierre angulaire de l'indépendance du monde. Les cavaliers de Mazeppa peuvent, avec confiance, y attacher le licol de leurs chevaux. Sous les lys, ou sous la triple flamme, les fils continuent l'œuvre des pères. Le drapeau français est toujours celui de l'espérance, qu'il ait la couleur de la lumière ou les couleurs de l'arc-en-ciel.

« Ah ! si cette politique avait été suivie, dès la fin de la guerre, que les lendemains eussent été plus beaux ! Il fallait achever l'Allemagne par la liberté, à son profit comme au nôtre. Il fallait libérer tout ce qui d'elle étouffe dans le carcan de l'unité bismarckienne. Il fallait rompre cette exécrable unité, œuvre de fraude et de violence, menace encore de l'avenir. Une pensée de brouillard, une politique d'enfant et de sauvage, a osé se substituer à la raison latine, et, de là, le chaos dont il faut, de nouveau, d'immenses efforts pour se débrouiller. Mais nous nous y emploierons. La France n'est pas lasse, quoi qu'on dise. On le disait avant la guerre, on a bien vu ! Une nation qui garde sa foi en elle-même ne vieillit jamais. Elle a l'âge de ses fils, elle a toujours vingt ans. Ce n'est pas en se reposant que les survivants honoreront les morts, c'est en se montrant aussi ardents, aussi résolus pour les mêmes causes. La victoire crée des droits, elle crée aussi des devoirs. Nous les remplirons.

« Partout où elle en a mission, nous voulons, nous, que la France intervienne, après s'en être assuré les moyens. Nous ne l'avons pas sauvée pour qu'elle dorme mais pour qu'elle agisse, pour qu'elle soit de plus en plus elle-même, de plus en plus la France, pour son bien et le bien universel. Que ses amis comptent sur elle. Je bois à mes amis de l'Ukraine et à la Paix française ! »

Paris. — Imprimerie Centrale de la Bourse.

DK
508
.8
G35

Gailhard-Bancel, Maurice de
Pour l'indépendance de
l'Ukraine

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 04 07 11 009 9